

Éléments du dilemme malien

Le contexte de la chute de Ibrahim Boubacar Keita (IBK) mêle deux dynamiques différentes, l'une qui est propre au Mali et renvoie à la situation singulière que vit le pays depuis 2012, et l'autre plus générale et qui a trait à la lutte à laquelle se livrent citoyens et élites politiques dans les pays francophones de la région. Dans la plupart de ces pays, la vie politique est remarquablement fluide et agitée. En dehors d'événements spectaculaires comme les putschs à répétition du Mali, de la Mauritanie, du Niger, les insurrections civiles du Burkina, ou les guerres civiles de la Côte d'Ivoire, on peut noter les innombrables changements opportunistes des règles du jeu politique et autres révisions constitutionnelles qui transforment les institutions démocratiques en simples joujoux du pouvoir et les constitutions en documents ayant moins de valeur tangible qu'un contrat entre particuliers.

Cette instabilité résulte de la tendance des politiciens francophones à traiter la vie politique de leurs pays comme un jeu de Monopoly : exclure au maximum les rivaux potentiels, se réserver le monopole des fonctions et des situations de rente et si possible, rempiler indéfiniment au pouvoir. Ces objectifs hasardeux suscitent un climat politique marqué par un agonisme exacerbé (l'agonisme est la réduction de la vie politique aux affrontements pour le pouvoir) et mènent inéluctablement à une subversion de la gouvernance démocratique. Dans ce contexte,

Abdourahmane Idrissa

Université de Leiden,
Pays Bas

un proverbe bien connu dit que quand les éléphants se battent, c'est l'herbe qui souffre. Mais l'herbe, c'est-à-dire le peuple, en a de plus en plus assez de souffrir. Les habitants des pays francophones supportent de moins en moins le désordre institutionnel créé par leurs classes politiques et une conscience citoyenne exigeante réclame de leur part un respect plus constant des règles à même d'assurer la stabilité de la vie politique, l'État de droit et un gouvernement régulier. Les politiciens restent sourds à ces demandes et de ce fait, une contradiction est apparue entre la culture qui règne dans la classe politique des pays francophones, et les aspirations des citoyens.

Malheureusement, cette contradiction ne se résout guère en faveur de ces dernières. Le plus souvent, la partie de la classe politique exclue du pouvoir essaie de capitaliser sur les frustrations des citoyens pour renverser les détenteurs du pouvoir. Mais une fois arrivée aux affaires, elle reproduit invariablement le même comportement, puisqu'elle a les mêmes habitus.

On peut lire les événements du Mali avec cette grille d'analyse. La particularité du Mali réside dans la situation de crise existentielle dans laquelle il vit depuis 2012, à la suite de la guerre qui a éclaté cette année dans le nord du pays.

L'impatience grandissante des citoyens francophones face aux agissements délétères de leurs dirigeants est accrue, dans ce cas, par un sentiment d'urgence nationale. Or en arrivant au pouvoir en 2012, IBK, loin de prendre en compte la situation critique de son pays, a tendu plutôt à reproduire le comportement habituel des politiciens francophones. Ce faisant, il a davantage affaibli un appareil d'État déjà en déliquescence et s'est trouvé dans l'incapacité opérationnelle de réagir à la propagation d'une guerre civile larvée dans le centre du pays. Face à la dégradation de la situation « sécuritaire », il a adopté une stratégie de militarisation à outrance qui a conduit son gouvernement à recourir subrepticement à des milices armées en complément des « FDS » étatiques. Le recours aux milices armées est une vieille recette des États sahéliens confrontés aux rébellions touarègues du passé, mais cela s'est avéré particulièrement inapproprié dans le contexte actuel. Les massacres perpétrés par les milices ont non seulement envenimé les « conflits communautaires », mais aussi aggravé l'impopularité de IBK, en particulier au sein des communautés victimes.

En somme, par son incapacité à rompre avec l'habitus politique francophone et à adopter une stratégie innovante face à la crise exceptionnelle que traverse le Mali, IBK était devenu un problème de plus pour le pays. Seulement, la coalition qui s'était constituée contre lui au printemps 2020

n'était pas en mesure d'offrir une véritable issue. Elle comprenait des agendas divergents, dont l'unité ne provenait que de l'hostilité envers IBK. Il y avait là au moins trois projets distincts : celui des opposants politiques issus du même monde que IBK et dont on ne voit pas comment ils se comporteraient différemment une fois arrivés au pouvoir; celui de l'imam Mahmoud Dicko qui vise, à terme, à «islamiser» le gouvernement du Mali; et celui du mouvement citoyen qui s'inscrit dans l'aspiration générale du peuple malien à la résurrection de son État et à la stabilisation de son mode de gouvernement. Ces trois projets n'étaient guère compatibles, mais face à IBK, la coalition bénéficiait d'une légitimité populaire qui garantissait nonobstant sa cohésion. Elle exigeait une réorienta-tion du pays conditionnée à la neutralisation de IBK, ce que ce dernier, campé de son côté sur sa légitimité constitutionnelle, pouvait à bon droit refuser. Comme on le sait, le noeud gordien ainsi formé a finalement été tranché par un putsch.

Pour résoudre les problèmes fondamentaux du Mali, les putschistes devraient se ranger du côté du mouvement citoyen et accompagner l'émergence, en son sein, de leaderships capables de faire pièce à la classe politique et cléricale dont les objectifs demeurent foncièrement sectaires. Pour l'instant, ils se trouvent surtout confrontés aux postures légalistes de la Communauté des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), capable d'infliger à un pays enclavé des souffrances économiques significatives.

La CEDEAO constitue un problème supplémentaire pour le dilemme malien. Cette organisation, qui affirme promouvoir la démocratie dans la région, est elle-même une arène de luttes entre ceux qui souhaitent approfondir la démocratie au-delà du simple respect formel des règles constitutionnelles et électorales et ceux qui, au contraire, essaient de perpétuer le *statu quo* antidémocratique. Au reste, parmi les chefs d'État – qui constituent la principale instance décisive de l'organisation – cette division n'est pas aussi tranchée

que les commentaires le supposent, avec un camp « démocrate » qui serait aujourd'hui représenté au premier chef par le Niger et la Guinée-Bissau et un camp « autoritaire » représenté par la Côte d'Ivoire et la Guinée Conakry, dont les chefs d'État à l'âge très avancé essaient de rempiler en dépit des aspirations citoyennes dans leurs pays respectifs. La présidence nigérienne de la CEDEAO est en fait plus formaliste que réellement démocrate, et souhaite contraindre les Maliens à respecter des règles écrites qui, à terme, sont favorables aux chefs d'État en place et ne permettent pas de traiter de la question plus vitale pour les peuples de l'approfondissement de la démocratie.

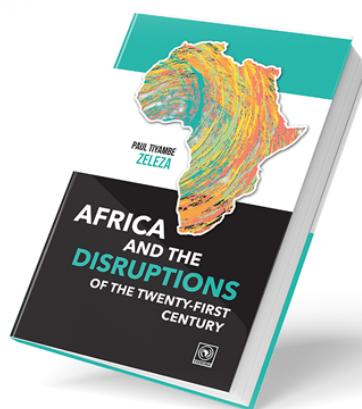
En tout état de cause, de la résolution du dilemme malien dépendent non seulement la restauration de la paix dans le centre de la bande sahélienne ouest-africaine, mais aussi une réponse à la question très francophone de la lutte entre une classe politique antidémocratique et une conscience citoyenne de plus en plus exigeante.

Book Announcement / Annonce d'un livre

AFRICA AND THE DISRUPTIONS OF THE TWENTY-FIRST CENTURY

Author

PAUL TIYAMBE ZELEZA



Coming Soon - À paraître

publications@codesria.org - <https://www.codesria.org/spip.php?article3111>

This collection of essays interrogates the repositioning of Africa and its diasporas in the unfolding disruptive transformations of the early twenty-first century. It is divided into five parts focusing on America's racial dysfunctions, navigating global turbulence, Africa's political dramas, the continent's persistent mythologisation and disruptions in higher education. It closes with tributes to two towering African public intellectuals, Ali Mazrui and Thandika Mkandawire, who have since joined the ancestors.